

ou bien d'empêcher l'avancée des Serbes sur Gorazde ?

R - Les deux. Gorazde est une zone de sécurité. Je ne vais pas rappeler de quoi il s'agit ; les Nations unies, dans une résolution, ont décidé qu'un certain nombre de zones en Bosnie devaient être sécurisées, pour reprendre le mot exact. Je trouve que l'on a un peu trop tardé. Je me réjouis que l'on soit enfin intervenu avec fermeté pour marquer un coup d'arrêt. Encore faut-il savoir quelle est la perspective.

Q - C'est un vrai coup d'arrêt, ce n'est pas une piqûre d'épingle ?

Bosnie - plan d'action de l'Union européenne - nécessaire reprise des négociations

R - Ecoutez, les bombardements, ce n'est jamais une piqûre d'épingle. Un tournant a été pris, il y a un peu plus d'un mois maintenant, avec l'ultimatum à Sarajevo. J'avais dit dès l'époque que tout ceci devait être réintégré dans une perspective politique et diplomatique et, ce qui m'inquiète, outre la situation sur le terrain bien sûr, c'est que le processus diplomatique piétine aujourd'hui. On discute d'un côté avec les Croates et les Musulmans ; on n'a pas vraiment repris le contact avec les Serbes. Ce que je demande - et il y a relativement urgence maintenant - c'est que l'on réintègre tout ce processus diplomatique dans un cadre général qui soit cohérent et il n'y en a qu'un seul qui existe à l'heure actuelle, c'est le plan d'action de l'Union européenne, qui prévoit une répartition des territoires entre les différentes communautés. Qui prévoit aussi un processus de levée des sanctions dès lors que les Serbes accepteraient de s'engager dans la paix. Il faut reprendre la discussion sur cette base-là et j'y invite toutes les parties, y compris les Serbes bien sûr.

Q - C'est-à-dire que vous relancez une nouvelle initiative Juppé ?

R - Ce n'est pas une nouvelle initiative, c'est la réaffirmation d'une conviction que je défends depuis des mois et des mois. Nous avons fait - et vous savez que la France y a joué un rôle décisif - un pas important sur le terrain en manifestant notre volonté, notre détermination et notre force, mais ceci ne doit pas nous faire oublier que la seule solution possible est une solution autour de la table de négociation.

Q - Vous êtes convaincu que l'ONU est en mesure de poser un cessez-le-feu aujourd'hui à Gorazde ?

R - Je sais que des initiatives ont été prises en ce sens, que les responsables de la FORPRONU ainsi qu'un certain nombre de diplomates sont en train d'essayer de réunir le leader des Serbes de Bosnie ainsi que les responsables bosniaques musulmans pour repasser à nouveau à la discussion.

Q - Et les Bosniaques musulmans disent "c'est trop tard" ; c'est ce qu'a dit le Président bosniaque hier...

R - Excusez-moi de dire avec un peu de force qu'il n'est jamais trop tard et qu'une telle déclaration n'est pas acceptable, bien sûr.

Q - On avait le sentiment hier que c'était les Américains qui étaient les maîtres du jeu ?

R - Non, c'est une décision de l'Alliance atlantique,

demandée par le Secrétariat général des Nations unies, dans le cadre d'une opération à laquelle nous participons pleinement. Ça aurait pu être des avions français ; il y en a dans cette force de l'Alliance.

Rwanda - rivalités ethniques - ressortissants français

Q - Passons au Rwanda, justement, où les Américains sont un peu absents il faut bien le dire et d'où nous parviennent d'épouvantables récits de massacres ethniques. Partout dans le pays, les Hutus se livrent à la chasse aux Tutsis et inversement...

R - Il suffit de voir les images pour se rendre compte là encore que l'horreur n'a pas de limites. La France, vous le savez, a beaucoup fait au Rwanda depuis des mois et des mois pour essayer de revenir à une situation pacifique...

Q - ...sans grand résultat...

R - Si, nous avons obtenu des résultats puisque les accords d'Arusha avaient été signés, puisque les soldats français avaient été sur le terrain pour faciliter la réconciliation et les choses progressaient. C'est, hélas, l'attentat contre l'avion transportant les deux présidents du Rwanda et du Burundi qui a provoqué la reprise des combats. Nous avons à ce moment-là décidé, avec beaucoup de rapidité, beaucoup de sang-froid et beaucoup d'efficacité de mettre en place un dispositif sur l'aéroport de Kigali pour évacuer nos ressortissants ; et c'est fait maintenant à 90 % comme vous le savez.

Q - Il en reste encore une soixantaine... vous allez essayer d'évacuer les derniers ressortissants français ?

R - Nous allons y procéder dans la journée.

Q - Quand on voit ce qui se passe, croyez-vous que la France se doive encore d'assurer une présence continue au Rwanda, au Burundi ?

R - Nous ne pouvons pas, d'abord, nous désintéresser de nos ressortissants et, ensuite je crois qu'il est de notre devoir aussi de relancer le processus de dialogue. Cela a l'air impossible quand on voit ce qui se passe, quand on voit le degré de haine entre les Hutus et les Tutsis, mais les accords d'Arusha sont là et le rôle de la France est de tout faire, avec tous les pays de la zone, avec l'Organisation de l'Unité Africaine, avec l'ONU pour essayer de faire prévaloir la raison sur la folie qui est en train de se déchaîner. C'est cela notre rôle.

BORDEAUX, 11 AVRIL 1994

Intervention devant la presse du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à l'occasion de l'inauguration du centre du commerce international de Bordeaux - extraits -

Bosnie - Gorazde - frappes aériennes

Q - Bosnie : au sujet des frappes aériennes à Gorazde.

R - Il y a des résolutions du Conseil de sécurité qui prévoient très clairement dans quelles conditions le Secrétaire général, son représentant spécial, ou le Commandant de la FORPRONU peuvent mettre en jeu la force aérienne pour protéger nos Casques Bleus dans les zones de sécurité. Il y a eu à Gorazde, dans les jours qui viennent de s'écouler, véritablement agression. Le Commandement de la FORPRONU a estimé qu'il pouvait demander l'intervention de la force aérienne à juste titre. La force aérienne est intervenue. Toutes les conditions étaient requises pour cela. La France, bien entendu, tout en soutenant cette décision, ne se satisfait pas de la situation qui est ainsi créée. Il faut en revenir le plus vite possible à la discussion. Il existe un cadre général de règlement de ce drame bosniaque, c'est le plan d'action de l'Union européenne que nous avons conçu au mois de novembre dernier. Il comporte une solution de caractère territorial ; il comporte également, dès lors que la paix serait signée, un programme de suspension progressive, puis de levée définitive des sanctions. Je crois qu'il faut maintenant réattaquer, si je puis dire, l'action diplomatique dans toute sa cohérence. On ne peut pas, lorsqu'il y a trois protagonistes, faire la paix avec deux d'entre eux seulement. Il faut que le troisième aussi soit convié à se rasseoir à la table des négociations.

Algérie - nouveau gouvernement

Q - Algérie : au sujet du changement de Premier ministre.

R - Je n'ai pas de commentaires à faire sur un changement de Premier ministre qui relève de la seule responsabilité des autorités algériennes. Ce qui se passe en Algérie est pour nous une préoccupation de tous les instants ; pourquoi ? Parce que nous sommes très directement concernés à de multiples titres, du fait de notre présence en Algérie et du fait des conséquences qu'aurait un désordre grave en Algérie sur la situation en France.

Vous évoquez cet événement, j'en évoquerai un autre qui est la signature tout à fait récente entre le gouvernement algérien, le Fonds monétaire international d'un accord comportant notamment la dévaluation de la devise algérienne. Il faut maintenant, comme nous l'avons annoncé, que la communauté internationale réagisse et j'ai bien l'intention lundi prochain au Conseil des ministres des Douze, d'inviter nos partenaires à faire ce qui doit être fait pour rééchelonner la dette algérienne et donner un peu d'oxygène à cette économie qui est carrément étouffée. Donc c'est sur ce plan là que nous pouvons agir, je crois, le plus efficacement à court terme.

Italie - Union européenne

Q - Vos réflexions sur la situation en Italie...

R - C'est l'affaire des Italiens. L'Italie est un grand pays démocratique qui a voté. C'est maintenant aux élus italiens de chercher une solution, mais je n'ai rien à dire, pas de jugement de valeur à porter. Je souhaite simplement que l'Italie reste un partenaire actif dans l'Union européenne ; vous savez que ça a toujours été

un pays de conviction européenne et je souhaite évidemment qu'il le reste.

Rwanda - Burundi - ONU - OUA

Q - Après les événements au Rwanda et au Burundi et l'évacuation des populations françaises, est-ce que vous pensez que la France doit mener une autre politique dans certains pays d'Afrique ?

R - Hélas, je ne crois pas que ce soit la conclusion qu'il faille tirer de ce drame où la violence et la haine ont atteint des degrés insupportables. Nous avons déjà beaucoup fait pour que la concorde revienne au Rwanda entre les forces gouvernementales et le Front patriotique rwandais. Il y a eu les accords d'Arusha que nous avons soutenus, il y a eu une présence militaire française pour faciliter la mise en place de ces accords. Nous nous sommes ensuite retirés en laissant la place à une force d'interposition des Nations unies. Malheureusement, l'attentat contre l'avion qui transportait le Président du Rwanda et le Président du Burundi a ruiné tous ces efforts. Nous avons, avec beaucoup de rapidité, avec beaucoup d'efficacité, mis en place un dispositif pour rapatrier nos ressortissants. Il y en avait environ 600. Ils sont à peu près tous aujourd'hui évacués. Il ne nous appartient naturellement pas de mener une opération de caractère militaire au Rwanda. C'est aux organisations internationales, à l'ONU, à l'OUA de prendre leurs responsabilités dans ce domaine.

Q - Avez-vous des informations sur ce qui va se passer au Burundi maintenant ?

R - Des informations qui datent de la mi-journée, avant que je ne prenne l'avion pour Bordeaux, indiquaient qu'au Burundi la situation semblait à peu près stable, compte tenu de la façon dont les pouvoirs publics ont réagi, notamment le Président de l'Assemblée nationale, mais c'est fragile...

Politique de la France en Afrique - démocratie - dévaluation du franc CFA - développement

Notre politique, partout ailleurs en Afrique, vous le savez, est tout à fait claire. Nous avons invité nos partenaires africains à progresser sur le chemin de la démocratie à leur rythme, bien sûr et sans plaquer à un modèle qui soit forcément un modèle français, mais à progresser dans cette voie. Il y a eu des succès. En Centrafrique par exemple ; au Togo où les élections ont eu lieu ; le Président du Sénégal, M. Abdou Diouf, avec lequel nous avons eu un long échange sur la situation en Afrique, m'a indiqué d'ailleurs que l'une des opérations les plus délicates que les pays africains aient décidées récemment, à savoir la dévaluation du franc CFA, avait bien débuté dans son pays, sans dérapage ni économique ni social. Je voudrais d'ailleurs rendre hommage à la façon dont il s'est lui-même engagé pour que cette opération se déroule convenablement. Elle est en bonne voie. Rien n'est gagné encore, mais elle devrait permettre aux économies africaines de sortir de la récession et de retrouver le chemin de l'investissement et du développement.